



# ASSEMBLÉE NATIONALE

16ème législature

Quels sont les engagements du gouvernement sur l'avenir du GP de France de F1 ?

Question écrite n° 8746

## Texte de la question

M. Frank Giletti interroge Mme la ministre des sports et des jeux Olympiques et Paralympiques sur le retour du Grand Prix de Formule 1 de France. La Fédération internationale de l'automobile (FIA) a retiré le circuit Paul Ricard de son calendrier. Ce retrait est regrettable, autant à l'échelle nationale que régionale. Pour le pays, la disparition du Grand Prix de France est un coup porté à son influence. La France est pourtant un acteur historique du sport automobile, mais aussi un acteur contemporain majeur. On dispose d'une équipe française, Alpine, mais aussi de deux pilotes français. Pour toutes ces raisons, le retrait du Grand Prix de France est l'aveu du déclassement de la France sur la scène internationale, car il démontre qu'elle n'est plus indispensable, mais surtout, souligne sa perte d'attractivité. Relancé en 2017 et malgré les difficultés de mise en place, d'organisation, des éditions perturbées par le covid, tout le monde s'accorde à dire que la dernière édition de ce Grand Prix de France de Formule 1 fut un réel succès, avec un engouement populaire bien présent. Des difficultés demeurent, l'accessibilité notamment. Reste que, plus généralement, le circuit du Castellet est un moteur de la zone d'activité du Plateau de Signes et son affaiblissement signifie aussi la mise en difficulté de tous les sous-traitants liés au monde du sport automobile. Le retour du GP de F1 conforterait le circuit et donc cette zone économique. À l'occasion du Grand Prix de Monaco, Éric Boullier, le directeur du GP de France, a rencontré le patron de la Formule 1 afin de discuter d'un potentiel retour de la course dans le pays. Si le contenu des discussions est resté confidentiel, la presse semble affirmer que le rendez-vous s'est bien passé. Mme la ministre a quant à elle déclaré être « favorable au fait de mettre à l'étude » la relance de l'épreuve. Dès lors, il est important de soutenir le retour de la Formule 1 en France, tant pour l'attractivité et la renommée de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur que pour l'image de la France à l'international. Il l'interpelle donc et l'interroge sur les mesures que le Gouvernement compte prendre afin de soutenir la direction du GP de France dans son effort.

## Texte de la réponse

Le ministère des sports et des jeux Olympiques et Paralympiques (MSJOP) est pleinement conscient des enjeux inhérents à l'organisation d'un Grand Prix de Formule 1 en France en termes de rayonnement de notre Nation et du territoire qui accueille ce grand événement, mais aussi de valorisation de l'industrie automobile et la promotion de l'innovation pour accompagner la décarbonation de ce secteur. C'est pourquoi une mission d'appui relative à l'accueil d'un Grand Prix de Formule 1 en France a été confiée par le Président de la République à Christian Estrosi, président de la Métropole Nice Côte d'Azur et Maire de Nice, et à Nicolas Deschaux, président de la Fédération française du sport automobile, avec l'appui des services du Contrôle général économique et financier et de l'Inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche. Le MSJOP veillera à la bonne prise en compte des préconisations que cette mission formulera.

## Données clés

**Auteur :** [M. Frank Giletti](#)

**Circonscription :** Var (6<sup>e</sup> circonscription) - Rassemblement National

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question** : 8746

**Rubrique** : Sports

**Ministère interrogé** : Sports, jeux Olympiques et Paralympiques

**Ministère attributaire** : Sports, jeux Olympiques et Paralympiques

Date(s) clé(e)s

**Question publiée au JO le** : [6 juin 2023](#), page 5081

**Réponse publiée au JO le** : [26 septembre 2023](#), page 8599